

Le Revenu Universel d'Existence

Le revenu universel en quelques mots

Dans un périmètre donné - un village, une ville, un état ou une nation - chaque personne reçoit régulièrement une somme, de la naissance à la mort, sans contrepartie, sans condition, sans considération de ses autres revenus. cela existe sous forme expérimentale et se multiplie aussi bien dans les pays pauvres que dans nos pays nantis.

Les pionniers

L'idée est née au dix-huitième siècle : **Thomas Paine** (1737–1809) né en Angleterre, il part en Amérique, puis vient en France, il est même député de Calais à la Convention. A la suite d'une mésentente avec Robespierre, il repart en Amérique. **Thomas Spence** (1750 - Londres, 8 septembre 1814) Né en Angleterre il envisage une redistribution des excédents de loyers récolté au niveau des communes. **Joseph Charlier** (1816–1896) juriste belge, écrivain, comptable et marchand. Il est l'un des premiers défenseurs de l'idée du revenu de base ou allocation universelle. « *Le revenu universel il n'est pas apparu subitement ces dernières années venu de nulle part pour être défendue par quelques excentriques* » Yannick Vanderborght, septembre 2017, *Tribune Fonda*

Entrée en politique

Aux Etats-Unis, James Tobin, bien connu pour la « taxe Tobin » avec 1200 économistes envoient au Congrès américain une pétition en faveur d'un revenu garanti. Richard Nixon tente de faire passer une loi en faveur de ce revenu ; la mesure est soutenue par Martin Luther King. Puis en mai 2017, Le **patron de Facebook**, Mark Zuckerberg invité au discours d'adieu des diplômés d'Harvard soutient publiquement l'idée de R.U.

En Suisse, par la votation du 5 juin 2016, le peuple rejette massivement l'idée de Revenu de Base Inconditionnel. Cependant, à la faveur de la COVID-19, l'idée d'un R.U. réapparaît. Une pétition en date du 21 avril 2020 recueille déjà 80.000 signatures. D'après les Verts « Le système d'aide sociale qu'on connaît aujourd'hui tient la route, mais il est très lourd et très stigmatisant. Un revenu de base universel serait une alternative beaucoup plus simple et valorisante », explique le conseiller national Gerhard Andrey (Les Verts/FR).



En France Une expérience similaire est menée sous le nom de « Territoires zéro chômeur de longue durée ». Sa phase de démarrage a été portée par ATD Quart Monde en partenariat avec le Secours catholique, Emmaüs France, Le Pacte civique et la Fédération des acteurs de la solidarité. L'association « Territoires zéro chômeur de longue durée » a été créée le 7 octobre 2016.

L'investissement de départ est apporté par la Caisse des dépôts. Elle a pour objet l'animation et le développement des 10 communes choisies pour démarrer l'expérience de revenu universel. Elle est présidée par un député¹. Lors des élections présidentielles de 2017, Benoît Hamon en fait l'objet principal de sa campagne. En 2020, cinq autres communes se joignent au projet initial.

¹ Laurent Grandguillaume

Des remarques de plus en plus significatives



Les défenseurs du revenu universel affirment l'existence d'un droit aux bases minimales de la sécurité économique. Ce revenu est peut-être même plus facile à réaliser que la réforme des retraites en France. On parle de millefeuille en désignant les différents régimes de pensions, mais toutes les aides sociales cumulées avec leurs variantes : Allocation-chômage, RSA, RSA-jeunes, Assedic, Allocation-logement, Bourse d'études, Prime d'activité, Prime à la naissance et tout « ce pognon de dingue qui ne fait même pas décoller la croissance » ne sont-elles pas un plus

gros millefeuille ? Et si compliqué à obtenir qu'une grande partie des ayant-droits renoncent à toucher leur dû !

De nouvelles réalités

Depuis 50 ans la population mondiale s'est multipliée par 3. La pauvreté atteint de plus en plus de personnes :

Le chômage devient institutionnel dans nos pays : seulement en France, le volant de chômeurs tourne autour de 10 000 000.

Les produits de tous ordres venant de l'Afrique continuent à arriver, moins vite dans les aéroports en ce moment, mais tout aussi vite dans les ports d'Europe et des autres continents, sans aucune retombée sur les populations qui participent aux récoltes. Finalement elles n'ont d'autre solution que l'émigration économique vers les pays où affluent leurs richesses naturelles.

Beaucoup pensent maintenant qu'avec la pandémie qui déconnecte les artisans et les employés de leur activité, un R.U. ne serait plus un luxe.

Position du pape François

La rencontre de mars à Assise avec des jeunes économistes a été reporté pour cause de COVID-19. Elle a été remplacée par une visio-conférence avec eux en novembre 2020.

Dans un livre paru le 2 décembre 2020, « *Un temps pour un changer* », le pape François analyse la situation au niveau planétaire et particulièrement les dysfonctionnements face à la COVID-19, et il se prononce carrément pour l'établissement d'un revenu universel.

François Langlet, journaliste et économiste présente l'ouvrage à RTL et cite le pape : « *Il est temps de reconnaître la valeur du travail bénévole, en faveur de ses proches, des associations ou des communautés en leur attribuant un revenu universel : même somme mensuelle versée à tous sans condition.* »

Une telle allocation permettrait aux plus vulnérables de refuser un emploi trop pénible où avec des conditions inhumaines. Ce qui provoquerait une transformation du marché du travail « en tirant vers le haut les standards sociaux ». le R.U. a des partisans à Droite comme à Gauche. Pour ceux-ci le R.U. est un moyen de solidarité et de lutter contre la raréfaction des emplois à cause de l'automatisation. Les Intellectuels libéraux eux, y voient un moyen de remplacer toutes les aides, à la santé, à la retraite et qui procède d'une philosophie de la Liberté.

Dans les 2 cas, ce revenu se cumulera avec le salaire pour ceux qui travaillent.

La proposition du pape François se rapproche plutôt de celle de la gauche, d'abord une mesure de justice qui procède d'une philosophie de l'égalité.

Réalisable ?

Oui si l'on résout la question du financement d'une allocation allant de 650 à 1500 € par mois, ce qui représente un coût annuel de 40 à 300 milliards d'Euros pour un pays comme la France.

On pense supprimer toutes les aides pour lesquelles *on trouve bien l'argent*, à la taxation des machines « *qui prennent du travail à l'humain* » Benoit Hamon. aux bénéficiaires de l'intelligence artificielle qui *éliminent aussi de la main d'œuvre*. aux actionnaires qui continuent à *enranger des profits* à mesure que diminue le nombre d'employés !

Des pays qui se sont déjà lancé

Alaska

Par les revenus tirés de l'extraction du pétrole et du gaz, l'Alaska a instauré une ristourne annuelle d'environ 1000 \$; ce qui ne saurait être considéré comme un revenu

Namibie

Première expérience tentée en 2007-2008 à l'instigation de la mission protestante allemande. Elle a permis d'augmenter leur travail à la fois pour la rémunération aux bénéficiaires, le profit et le gain familial, et de favoriser l'auto-entreprenariat : lancer une petite entreprise de fabrication de briques, de gestion d'un petit restaurant, d'une boulangerie ou d'un atelier de couture.



La malnutrition chez les enfants a diminué, les parents pouvaient payer des frais de scolarité à l'école du village et d'augmenter le nombre d'enfants scolarisés. Le taux de décrochage scolaire est passé de 40% en novembre 2007 à 5% en juin 2008, puis à près de 0%.

Inde



Une expérience pilote d'un revenu universel avait été menée dans l'Etat du Madhya Pradesh en 2010. Le gouvernement indien envisage maintenant de l'étendre.

Finlande - Pays-Bas

Documents

- Les effets bénéfiques du revenu de base en Namibie : courte vidéo sur l'expérience d'Otjivero en Namibie https://www.youtube.com/watch?v=I1_vDLUVE5c
- D'autres courtes vidéos sur le sujet : tapez simplement sur YouTube : Revenu universel
- **Marc de Basquiat et Gaspard KOENIG** LIBER. Un revenu de liberté pour tous. 2 volumes 2015 et 2017 Ed.de l'Onde ;
Un revenu qui se substitue au maquis des allocations sociales
- **Baptiste MYLANDO** Pour un revenu sans condition. Utopia
Garantir l'accès aux biens et aux services essentiels. « Le revenu universel ne désincite pas au travail »